

Dans la Déclaration émise lors du Sommet, les dirigeants ont reconnu que la corruption « mine les valeurs démocratiques fondamentales, ébranle la stabilité politique et nuit à la croissance économique, et de ce fait, menace les intérêts vitaux » des pays des Amériques. Cette préoccupation a mené à la mise en place d'un mécanisme de suivi pour la Convention interaméricaine contre la corruption, lequel a pour but de favoriser le respect de la Convention, de surveiller les progrès réalisés dans la lutte contre la corruption et de fournir un point de rencontre pour la discussion des expériences et pratiques les plus fructueuses. La première série d'examens est en cours. En février 2003, le comité d'experts a approuvé le rapport consacré à l'application, en Argentine, de certaines dispositions de la Convention qui font l'objet d'un examen dans cette série d'évaluations; le rapport a été publié depuis.

L'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption a été créée en octobre 2002. Des députés canadiens ont lancé une initiative complémentaire, les Parlementaires latino-américains contre la corruption. Avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ce réseau est déterminé à combattre la corruption de l'intérieur en préconisant une législation sévère et en imposant aux gouvernements l'obligation de rendre compte de leurs actes.

Collaboration interparlementaire

Avant le Sommet de Québec, les parlementaires de tous les pays des Amériques avaient déjà commencé à collaborer en vue d'accroître leur aptitude à contribuer à la société civile. Lors d'une réunion tenue à Ottawa en mars 2001, ils ont lancé le Forum interparlementaire des Amériques.

Le Canada assume actuellement la présidence du Forum, qui a acquis une personnalité propre et joue un rôle de premier plan dans le processus du Sommet. Les parlementaires sont le fondement même du principe de la gouvernance moderne, qui repose sur la notion de partenariat. Ils ont un rôle précieux à jouer pour renforcer la démocratie en veillant à ce que la coopération interaméricaine s'appuie sur un plan d'action équilibré qui reflète les préoccupations des citoyens du continent.

Création d'une société civile à l'échelle du continent

En acceptant de présider le Sommet de Québec, le Canada savait à quel point il importe de promouvoir la participation des citoyens au projet d'édification de la communauté interaméricaine. Un des points saillants de son mandat a été sa détermination à accroître la transparence des activités et des institutions qui constituent le « processus du Sommet des Amériques ». D'importants progrès ont été réalisés à cet égard, comme le démontre le niveau de participation sans précédent des Canadiens et des citoyens de tous les pays du continent.

La vision canadienne en ce qui a trait à la transparence et au dialogue est partagée par nos partenaires du Sommet. Depuis la cinquième réunion des ministres du commerce des Amériques (Toronto, 1999) jusqu'à l'Assemblée générale de l'OEA (Windsor, 2000) et au Sommet de Québec lui-même, l'apport des organisations de la société civile s'est accru considérablement.

Sous la présidence du Canada, les activités préparatoires à la rencontre de Québec ont été marquées par un degré d'ouverture sans précédent aux groupes de la société civile du Canada et des autres pays des Amériques. Leurs préoccupations ont ainsi été prises en compte dans la formulation du Plan d'action émis lors du Sommet. Autre exemple de son adhésion au principe du dialogue et de la transparence, le Canada a invité une soixantaine d'organisations du Canada et des Amériques à participer, dans le cadre du Sommet, à une table ronde avec les ministres des affaires étrangères des pays représentés. Bref, on reconnaît aujourd'hui qu'en encourageant la participation des citoyens, le Canada a aidé à transformer le système interaméricain.

Renforcement de la sécurité continentale

Le Plan d'action de Québec prévoit la tenue en 2004 d'une conférence spéciale pour conclure l'examen de tous les aspects de diverses approches de la sécurité dans les Amériques. À la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la date de la conférence a été devancée à la fin de 2003. Les attentats

On reconnaît aujourd'hui qu'en encourageant la participation des citoyens, le Canada a aidé à transformer le système interaméricain.



Photo ACDI : Brian Atkinson